

Article 21 du Règlement

«Qu'on le déchire!» «Pas du tout!» «Qu'on s'en débarrasse!»
«Non, il faut le garder!»

Savez-vous, monsieur le Président, que le très hon. chef du parti libéral (M. Turner) risque fort de déchirer son parti s'il ne décide pas au plus vite d'embrasser la cause de Don Johnston?

* * *

LES AFFAIRES INDIENNES**LA SITUATION DE L'ÉCOLE DE FORT ALBANY À LA BAIE JAMES**

M. Keith Penner (Cochrane—Supérieur): Monsieur le Président, Fort Albany est une petite collectivité indienne située sur la rive occidentale de la baie James. L'école rassemble 130 enfants, de la maternelle à la huitième année. Or, cette école est un nid à feu.

En 1986 et, à nouveau, en 1987, on a signalé au ministère des Affaires indiennes les risques d'incendie dans cette école, mais il n'a pas beaucoup réagi. Selon une évaluation faite récemment par une société d'architectes de Winnipeg, le système de détection d'incendie, l'alarme et le système d'extincteurs sont tout à fait inadéquats. La société recommande la fermeture immédiate de l'école. «Sans exagérer», disent ses représentants, «la vie des enfants se trouve en jeu».

Il faut que le ministre mette sans délai cette école à l'abri des incendies. Il faudra accélérer le projet de construction d'une nouvelle école dont on prévoit actuellement l'achèvement pour dans quatre ans. Agissons dès maintenant afin d'éviter la catastrophe.

* * *

LES SCIENCES ET LA TECHNOLOGIE**NORTHERN TELECOM—L'OUVERTURE DU NOUVEAU CENTRE DE HAUTE TECHNOLOGIE À NEPEAN**

M. Bill Tupper (Nepean—Carleton): Monsieur le Président, vendredi, dans Nepean—Carleton, le ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie (M. Oberle) a ouvert le centre de technologie des semi-conducteurs, de Northern Telecom, le plus perfectionné. Ce centre qui a coûté 106 millions est le plus important investissement dans la haute technologie réalisé par le secteur privé au cours de la dernière décennie.

● (1405)

De plus, les dépenses de recherche et d'exploitation de Northern Telecom dépasseront 205 millions entre 1986 et 1990.

Northern Telecom est le principal fournisseur mondial de systèmes de télécommunications entièrement numériques et le quatrième producteur mondial de systèmes de télécommunications. Son objectif est de devenir la première compagnie mondiale de télécommunications d'ici l'an 2000. Elle a choisi le Canada pour cet investissement, en raison de la présence de personnel qualifié, de bonnes relations avec les États-Unis et d'un régime fiscal favorable.

Vendredi était une journée à célébrer, tant à Nepean—Carleton que dans l'ensemble du Canada.

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES**LE MOYEN-ORIENT—LA TENUE D'UNE CONFÉRENCE SUR LA PAIX**

M. Howard McCurdy (Windsor—Walkerville): Monsieur le Président, la violence au Moyen-Orient a encore fait trois morts et de nombreux blessés. Alors que le gouvernement israélien cherche à imposer sa loi en battant et en tuant, la résistance acharnée des jeunes Palestiniens témoigne de l'inefficacité de cette politique. Jusqu'ici, le gouvernement canadien n'a ni formulé une protestation diplomatique ni demandé aux Israéliens de faire preuve de retenue.

Les Israéliens et le reste du monde savent maintenant qu'en l'absence de mesures immédiates pour répondre aux Palestiniens qui réclament l'établissement de leur propre nation, le Moyen-Orient sera plongé dans une anarchie dangereuse et violente qui menacera non seulement l'existence d'Israël, mais aussi la paix dans le monde.

Il faut trouver une solution à long terme; une conférence internationale sur la paix représente un moyen d'arriver à cette fin. En hésitant, les gouvernements ont, à plusieurs reprises, laissé passer la chance de résoudre le problème palestinien. Il importe d'éviter que cela se reproduise. J'exhorte donc le gouvernement canadien à déclarer qu'il appuie une telle conférence et à s'engager à assurer sa tenue dans les plus brefs délais, comme la situation l'exige. Si la conférence voit le jour, les troubles pourraient peut-être encore mener à quelque chose de positif.

* * *

LES DÉPUTÉS**LA LIBERTÉ D'EXPRESSION—LE SENS DE L'HONNEUR, L'INTÉGRITÉ ET LE SENS DES RESPONSABILITÉS**

M. John Oostrom (Willowdale): Monsieur le Président, la Chambre des communes est la seule institution au Canada où l'exercice de la liberté d'expression n'entraîne aucune conséquence. Mais l'exercice de ce droit intrinsèque comporte de lourdes responsabilités. C'est nous qui établissons, par nos agissements, les critères moraux de la génération actuelle et des générations futures. Il y aurait lieu d'examiner plus attentivement ce droit à la lumière des événements qui se sont déroulés dernièrement à la Chambre.

Je suis né et j'ai passé les premières années de ma vie en Hollande, et je connais bien les procédures et les règlements qui régissent les parlements européens. Dans ces démocraties, quand les députés commentent un événement concernant certaines personnes, ils s'assurent de la véracité de leurs renseignements avant de désigner ces personnes par leur nom. Les insinuations, les allusions et les preuves incomplètes ne sont pas permises. C'est un bon moyen de protéger l'individu, et la réputation du Parlement et des députés.